

**FIDA****FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE****Conseil d'administration – Soixante-quinzième session**

Rome, 22-23 avril 2002

**RAPPORT SUR LA PREMIÈRE SESSION DE LA CONSULTATION SUR LA SIXIÈME
RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA**

1. La première session de la Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA s'est tenue le 21 février 2002. Certains délégués ont exprimé l'espoir de voir la conjoncture internationale s'infléchir en faveur d'un accroissement des ressources allouées aux efforts d'éradication de la pauvreté. Dans ce contexte, il a été fait référence en particulier à l'élan politique que pourraient impulser la Conférence sur le financement du développement, le Sommet mondial de l'alimentation cinq ans après et le Sommet mondial sur le développement durable (Rio plus dix).
2. Le coordonnateur de la liste C a déclaré que le FIDA paraît capable d'accroître son aide à la réduction de la pauvreté en relevant le niveau de ses ressources. Dans l'esprit de coopération qui anime tous les membres de la Consultation et dans le but de renforcer le dialogue et de progresser ouvertement et fructueusement vers l'objectif de conclure les négociations cette année, il a proposé de prévoir des réunions intersessions entre les coordonnateurs et la direction du FIDA.
3. Le coordonnateur de la liste B a déclaré que sa liste, consciente du rôle important que le FIDA doit jouer dans les efforts d'éradication de la pauvreté, particulièrement dans le contexte des nouvelles initiatives majeures comme le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), était disposée à travailler étroitement avec les autres listes et avec le président. Le coordonnateur de la liste A a affirmé que sa liste savait pouvoir compter sur un processus de consultation qui soit à la fois productif, efficient et diligent.
4. La Consultation a examiné et approuvé les dates proposées et le plan de travail indicatif pour ses trois prochaines sessions. En ce qui concerne le nombre et le calendrier des sessions, il a été convenu que trois autres sessions en 2002 devraient suffire pour mener à bien les négociations. Les dates des deuxième, troisième et quatrième sessions de la Consultation FIDA VI ont donc été fixées comme suit:

Deuxième session:	jeudi 18 et vendredi 19 avril 2002
Troisième session:	mardi 2 et mercredi 3 juillet 2002
Quatrième session:	mercredi 9 et jeudi 10 octobre 2002



L'ordre indicatif des sujets sur lesquels la Consultation sera appelée à se pencher dans le contexte du calendrier ci-dessus a également été approuvé, comme suit:

Deuxième session:	Mise en oeuvre du Cadre stratégique du FIDA (2002-2006) (avec pour référence le Cadre stratégique du FIDA (2002-2006) et les stratégies régionales) Besoins en ressources
Troisième session:	Examen des résultats et de l'impact des opérations du FIDA Besoins en ressources et partage des charges Version préliminaire du rapport final de la Consultation
Quatrième session:	Accord sur les besoins en ressources et le partage des charges Parachèvement du rapport de la Consultation

5. La Consultation a noté que le rapport intérimaire sur la mise en oeuvre de FIDA V: Plan d'action, qui lui avait été communiqué lors de la session, avait été examiné à la session de décembre 2001 du Conseil d'administration ainsi qu'à la récente session du Conseil des gouverneurs.

6. L'examen externe envisagé des résultats et de l'impact des opérations du FIDA a été examiné. Le président de l'équipe chargée de ce bilan, M. Niels Dabelstein, a exposé le champ de l'étude. Il a été proposé de se pencher sur le manque de structures d'incitation et de suivi au sein du FIDA pour l'intégration de la problématique hommes-femmes. Il a été en outre indiqué qu'une description du suivi et de l'évaluation par le FIDA de l'impact des opérations qu'il finance et que d'autres mettent en oeuvre serait un élément utile que pourrait apporter l'étude. La Consultation a approuvé le principe de l'examen externe, la composition de l'équipe et le champ de l'étude. Les observations formulées par la Consultation à ce sujet seront communiquées à l'équipe chargée de l'examen.

7. Un plan indicatif du rapport final de la Consultation a été aussi passé en revue. Plusieurs suggestions ont été formulées à ce sujet. On a reconnu que ce plan était présenté à un stade extrêmement précoce du processus de consultation et que le contenu du rapport évoluerait au fil des négociations. Il a également été indiqué que le rapport final comprendrait un bilan de la mise en oeuvre de FIDA V: Plan d'action et établirait une corrélation explicite entre le Cadre stratégique, les stratégies régionales, le programme de travail projeté et les besoins correspondants en ressources pour trois ans. Plusieurs délégués ont souligné que la mission du FIDA est centrée sur l'éradication de la pauvreté rurale, objectif pour lequel le développement agricole joue souvent un rôle clé. Il a été noté que la problématique hommes-femmes devrait figurer en bonne place dans le rapport final, tout comme elle le fait dans les travaux du FIDA.

8. Plusieurs scénarios relatifs à la sixième reconstitution ont été présentés aux fins de montrer l'incidence des différentes hypothèses sur les ressources du FIDA. Certains délégués ont souhaité que les scénarios financiers portent sur le plus long terme afin de mieux comprendre la viabilité tendancielle d'hypothèses spécifiques. D'autres ont évoqué l'impact des obligations du FIDA au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), ainsi que les modalités et les perspectives d'accéder au Fonds fiduciaire PPTE de la Banque mondiale. Il a été suggéré de demander à la Banque mondiale de donner des précisions sur l'administration et les ressources du Fonds fiduciaire. Un délégué a souligné l'importance de la performance pour baser les décisions de prêt.

9. Plusieurs délégués ont noté que le recours au Pouvoir d'engagement anticipé (PEA) posait d'importantes questions. Les délégués ont été informés que des précisions sur l'utilisation du PEA par d'autres institutions financières internationales (IFI) étaient disponibles et qu'un rapport sur l'application de la nouvelle politique de placement du Fonds sera soumis au Conseil d'administration à



sa session d'avril 2002. Plusieurs délégués ont insisté sur le fait qu'un programme de travail de 450 millions de USD en termes réels (prix de 1996) représentait le minimum acceptable pour que le Fonds puisse opérer efficacement.

10. Le président a indiqué que le Secrétariat communiquerait, outre des informations détaillées sur les scénarios financiers, un document plus concis contenant les éléments clés. En même temps, le Secrétariat est disposé à répondre à des questions spécifiques et à donner une analyse plus poussée des scénarios en réponse aux requêtes des délégués.